

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

REIMS, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CARRIERES ET MATERIAUX NORD-EST

Etablissement MORGAGNI
12 rue Léopold Frison - CS 20053
51000 Châlons-en-Champagne

Références : D1c 2023 204
Code AIOT : 0005700716

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2023 dans l'établissement CARRIERES ET MATERIAUX NORD-EST implanté Chemin de Norrois - Les Peitis Chicherons RD 13 - Cloyes 51300 Matignicourt-Goncourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est inscrite au plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ET MATERIAUX NORD-EST
- Chemin de Norrois - Les Peitis Chicherons RD 13 - Cloyes 51300 Matignicourt-Goncourt
- Code AIOT : 0005700716
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de matériaux alluvionnaires en objet est réglementée par les arrêtés préfectoraux 2005.CARRIERE 01.IC du 17/1/2005, 2019.APC.114.IC du 28/8/2019 (extension et prolongation) et 2020.APC.170.IC du 12/11/2020. L'échéance de l'autorisation est fixée au 21 décembre 2026.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prélèvement et rejet d'eau ;
- Plan ;
- Phasage ;
- Suivi hydrogéologique ;
- Surveillance de la qualité de l'air par la mesure de retombées de poussière.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Rejets d'eau dans le milieu nature	Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article 26	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Suivi hydrogéologique	Arrêté Préfectoral du 27/08/2019, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
10	Surveillance de la qualité de l'air par la mesure de retombées de poussière	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registres et plan	Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article 9	/	Sans objet
2	Accès à la voirie publique	Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article 16	/	Sans objet
3	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article 23	/	Sans objet
4	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article 24	/	Sans objet
5	Eaux de procédés des installations	Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article 25	/	Sans objet
7	Phasage	Arrêté Préfectoral du 27/08/2019, article 6	/	Sans objet
8	Limitation de l'extraction	Arrêté Préfectoral du 27/08/2019, article 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi hydrogéologique et la surveillance de la qualité de l'air par la mesure de retombées de poussière n'ont pas été réalisés.

Dans une moindre mesure, les rejets d'eau dans le milieu naturel sont non-conformes en ce qui concerne les matières en suspension.

S'agissant de l'absence de surveillance des poussières, une lettre de suite préfectorale est proposée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registres et plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan d'échelle adaptée à la superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,- le bornage et les distances permettant de déterminer le périmètre de l'autorisation,- les bords de la fouille,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,- les zones remises en état,- la position des ouvrages de surface et, s'il y a lieu leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Le plan récent comprenant l'ensemble des éléments prescrits a été présenté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Accès à la voirie publique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au sortir du site, les engins de transport (des clients et autres) emprunteront exclusivement le chemin rural de Cloyes-sur-Marne à Goncourt aménagé par les soins de la société [...]. L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique : <ul style="list-style-type: none">- le débouché du chemin rural sera signalé à l'attention des usagers de la RD n° 13, par l'implantation d'une signalisation spécifique "sortie de camions" en bordure et de part et d'autre de la RD n° 13 à une distance d'environ 150 mètres du dit débouché.- un panneau stop est implanté à l'interception, sur le chemin rural ;- le chemin rural est recouvert d'enrobés et est régulièrement entretenu. Une convention est passée avec la commune pour l'utilisation et l'entretien du chemin.[...]
Constats : Les panneaux signalant le débouché des camions sur la RD 13 sont bien implantés de part et d'autre de l'accès. Le panneau STOP est présent. Le chemin est revêtu d'un enrobé jusqu'au site d'exploitation, lieu-dit "Le jardinet".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour le fonctionnement des installations de traitement de matériaux, l'exploitant est autorisé à prélever l'eau claire dans le plan d'eau formé, sachant que le recyclage de l'eau est effectué après passage de l'eau chargée dans un bassin de décantation avec surverse dans le plan d'eau. Le débit maximum de pompage est de 300 m ³ /h. Le débit pompé est en moyenne de 400 m ³ /jour réparti sur huit heures.
Constats : Le volume prélevé en 2022 est de 350098 m ³ . A noter que l'exploitant évalue à 90 % l'eau rejetée. En moyenne, le débit est de 230 m ³ /j. Au maximum, il a été prélevé 240 m ³ /h environ.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article 24
Thème(s) : Risques chroniques, carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Si ces eaux sont ensuite rejetées vers le milieu naturel, elles doivent respecter les valeurs limites de rejet. A cet effet, elles doivent transiter dans un décanteur déshuileur. Sinon, elles doivent être considérées comme des déchets et être éliminées conformément au présent arrêté.[...]
Constats : L'aire étanche dispose d'un point bas et est attenante à un local technique et permet le ravitaillement des engins. Les engins sur châssis chenillés tels que les pelles hydrauliques peuvent ponctuellement être ravitaillés au moyen d'une citerne mobile et d'un moyen de collecte des égouttures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Eaux de procédés des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux et d'eaux de lavages à l'extérieur du site autorisés sont interdits. Ces eaux ainsi que les eaux de lavages des véhicules sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.
Constats : Les analyses présentées ne révèlent pas d'anomalie. Le circuit est équipé d'un disconnecteur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rejets d'eau dans le milieu nature

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2005, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les seuls rejets d'eau autorisés dans le milieu naturel sont constitués par les eaux de nettoyage éventuel et les eaux pluviales de ruissellement. Ces eaux ne sont pas rejetées vers l'extérieur du site et les milieux fragiles alentours tels que la ripisylve de l'Orconte. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le pH est compris entre 5,5 et 8,5, - la température est inférieure à 30°C, - les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105), - la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101), - les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 5 mg/l (norme NFT 90 114). <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. Des contrôles pourront être demandés par l'inspecteur des installations classées, et ceux-ci seront à la charge de l'exploitant.</p> <p>Constats : Les analyses des eaux rejetées ne présentent pas d'anomalies. Les rejets en sortie de séparateur d'hydrocarbures présentent des anomalies sur le paramètre MES (Matières en Suspension) en février 2019 (130 mg/l), août 2020 (100 mg/l), août 2021 (320 mg/l) et nov 2022 (78 mg/l) alors que la valeur limite est fixée à 35 mg/l.</p>
<p>Avis de l'inspection de l'environnement :</p> <p>Il est probable que la décantation soit inefficace et/ou que le séparateur soit saturé. L'exploitant devra justifier de l'entretien du séparateur sous un délai d'un mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2019, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 2017-APC-27-CARR du 21 décembre 2017 sont complétées comme suit : "L'exploitation de la zone d'extension sera réalisée en trois phases d'un an chacune : 11bis, 11ter et 11quater, s'intercalant entre les phases 11' et 12 de la carrière de Matignicourt-Goncourt, conformément au plan de phasage annexé (annexe 2)."</p> <p>Constats : La phase exploitée correspond à 11 quater. Selon le rythme d'extraction, l'exploitation est en avance. A noter que la fin de l'autorisation est fixée au 21 décembre 2026 et l'exploitation du gisement n'est plus autorisée à compter du 21 juin 2026. L'exploitant estime que l'extraction sera achevée à court terme en 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Limitation de l'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2019, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'article 20 de l'arrêté préfectoral n° 2005-CARR-01-IC du 17 janvier 2005 modifié, est complété par les prescriptions suivantes. Sur la zone d'extension au lieu-dit "Le Jardinnet" : [...] "La cote minimale NGF d'extraction s'établit autour de 104 mètres."
Constats : La cote minimale varie de 104,09 à 105,04 m NGF (relevés en fond de plan d'eau) selon le plan de l'état des lieux du 10/11/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Suivi hydrogéologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/2019, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, carrière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un piézomètre sera mis en place à l'aval du site concerné par cette autorisation. Un suivi piézométrique sera réalisé deux fois par an (en basses eaux et en hautes eaux) en aval du site. Un suivi limnimétrique des plans d'eau situés en amont et en aval à proximité de l'extension sera programmé afin de vérifier le niveau de la nappe et son évolution tout au long de l'exploitation. Les résultats de ces suivis seront tenus à la disposition de l'inspection des Installations Classées.
Constats : Un piézomètre référencé Pz1 d'environ 11 m de profondeur a été réalisé au sud ouest à la limite de la parcelle ZA 31 de la commune de Norrois. Celui-ci a été réalisé selon les règles de l'art en atteste le compte-rendu C.20.23092 indice A de la société Hydrogéotechnique. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter : - le suivi en hautes et basses eaux du piézomètre Pz1 ; - le suivi limnimétrique des plans d'eaux immédiatement voisin en amont et en aval du site.
Avis de l'inspection de l'environnement : Il est proposé de demander à l'exploitant de réaliser ces suivis dès à présent et de transmettre un premier relevé piézométrique et limnimétrique sous un délai d'un mois. Ce suivi devra être réalisé jusqu'à la fin des travaux de réaménagement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Surveillance de la qualité de l'air par la mesure de retombées de poussière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières dans l'environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.

Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.

Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement.

Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) - méthode des plaquettes de dépôt - et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés par le préfet de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations :

- fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois ;
- implantées sur une exploitation de carrière qui réalise une surveillance environnementale selon les prescriptions de l'article 19.5 et suivants de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière.

Constats : L'exploitant n'a pas réalisé la surveillance des retombées de poussières.

Selon l'exploitant, l'étude permettant la mise en œuvre a été réalisée mais pas démarrée et l'extraction pourrait être achevée en mars ou avril 2023.

Avis de l'inspection de l'environnement :

Selon l'exploitant, la mise en place de la surveillance ne sera pertinente qu'à la mise en service de la nouvelle carrière d'Ecriennes pour le traitement des matériaux de celle-ci.

Il est proposé à monsieur le préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires et ainsi de mettre en place la surveillance sous un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois